

## La crise alimentaire n'en cache pas une autre, agricole... Mais repenser l'agriculture devient plus que jamais une priorité !

Patrick Caron

Directeur scientifique  
Centre de coopération internationale  
en recherche agronomique  
pour le développement (Cirad)  
<patrick.caron@cirad.fr>

Les tragiques émeutes de la faim qui ont affecté de nombreux pays début 2008 remettent la question agricole sur le devant de la scène. Elles prolongent ainsi le regain d'intérêt pour ce secteur tombé en désuétude dans les sphères du développement, se traduisant par et dans la publication du rapport sur le développement dans le monde<sup>1</sup>, cette année consacré à l'agriculture. La plupart des analystes, commentateurs et acteurs du monde agricole ont très rapidement établi un lien étroit entre les problèmes alimentaires mis en exergue par l'actualité brûlante et un nécessaire soutien public au secteur agricole.

Toutefois, l'analyse de ces émeutes résultant d'un exercice d'expertise collective organisé par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) dans le cadre du Groupe interministériel sur la sécurité alimentaire (Gisa)<sup>2</sup> montre que ces soulèvements mettent avant tout en cause, plutôt que les modes de production, la capacité de régulation mondiale des échanges et l'accès à l'alimentation des pauvres urbains. Aucune rupture marquante, ni dans les termes de la demande, ni dans ceux de l'offre alimentaire n'a été observée au cours des dernières années, si ce n'est un ralentissement de la croissance de la production lié

aux réformes de politiques agricoles longtemps destinées à encourager les excédents. Rien d'exceptionnel donc de ce côté qui pourrait expliquer de tels phénomènes. Plutôt que le disponible, c'est le pouvoir d'achat et la volatilité mondiale des prix qui sont en cause. Brutale et globalement non anticipée, cette crise résulte pourtant de tendances à l'œuvre depuis plus d'une décennie, combinées à des facteurs conjoncturels. La hausse des prix des denrées alimentaires, perceptible dès les premiers mois, n'a pu être contrôlée en raison d'une défaillance des modes de régulation. Elle révèle une crise globale des capacités d'anticipation et de régulation à tous les niveaux.

Cette crise alimentaire n'en cache donc pas une autre, agricole ! Ni le couplage entre crises agricole et alimentaire, ni les réponses simplistes ne résoudre les problèmes complexes. Ils risquent même de les aggraver en favorisant l'opportunisme d'acteurs trouvant là l'argumentaire nécessaire à la mobilisation de soutiens publics inadaptés, ou pire encore, tirant avantage de la situation actuelle dans une perspective de court terme. Le premier écueil à éviter serait d'imaginer que telle ou telle région d'un pays pratiquant l'agriculture intensive puisse, seule, devenir le grenier du monde et le sauver. Le deuxième risque serait d'assister à une spéculation foncière effrénée là où les cadres de sécurisation foncière sont affaiblis, dans certains pays d'Afrique et de l'ex-Union soviétique par exemple. Le troisième écueil serait d'en revenir à une promotion du localisme et de l'autosatisfaction en tous lieux : en effet, les premiers résultats de la prospective Agrimonde réalisée par le Cirad et l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) montrent, d'une part, que toutes les

<sup>1</sup> World Bank. *World Development Report 2008: Agriculture for development*. Washington : World Bank, 2007. [http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR\\_00\\_book.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf).

<sup>2</sup> Note sur l'évolution des fondamentaux des marchés alimentaires mondiaux, rédigée à la demande du Gisa par Benoit Daviron et Nicolas Bricas et résultant d'un exercice d'expertise collective impliquant notamment Bruno Dorin, Frédéric Lançon et Tristan Le Cotty.

capacités de production devront être mobilisées pour nourrir une population estimée à 9 milliards en 2050, d'autre part, que les échanges resteront nécessaires compte tenu, entre autres, de déficits structurels localisés dans certaines régions du monde.

Les solutions pour éviter que ne se reproduisent de nouvelles émeutes ne passent certainement pas par une relance de la production : cette crise-là est d'accès et non d'offre. Sa résolution et la recherche d'équilibres alimentaires à plus ou moins long terme ne font pas appel aux mêmes mécanismes. Les voies étroites de la sécurisation alimentaire diffèrent de celles permettant de répondre à l'urgence de la situation. Il importe de distinguer le problème immédiat des révoltes urbaines et le défi complexe de l'alimentation de la planète dès demain, au terme de la transition démographique et chaque année d'ici là.

En cela, personne ne niera que le secteur agricole joue un rôle crucial dans les équilibres alimentaires : à long terme, pour nourrir l'humanité, et dès à présent, par le rôle qu'il joue en termes d'emploi et pour les revenus des populations. Sans donc céder à la tentation d'un catastrophisme d'opportunité, l'actualité invite et même exige de revisiter les termes et les formes de la production et des échanges. Si l'épouvantail démographique évoque les injonctions malthusianistes des dernières décennies du  $xx^e$  siècle, les équations à résoudre et les défis à relever sont cependant inédits.

Le monde a bougé. Les catégories et clivages tenus pour habituels ont été transcendés : Nord-Sud, en développement-développé, nature-société, agriculture-environnement, rural-urbain. Les préoccupations gagnent quant à l'incapacité à maîtriser, voire piloter, les évolutions « indurables » de la société et de l'environnement. S'exprimant dans la réhabilitation de l'action publique locale, nationale et internationale, se met en place un nouveau régime d'action, conséquence de l'affaiblissement des coordinations hiérarchiques anciennes, d'un besoin renforcé de régulation et de l'importance d'angoisses sociétales générées par les risques alimentaires, environnementaux, sanitaires et migratoires.

Dans ce monde en mutation, les défis qu'affrontent les agricultures ont pris de nouveaux noms : concurrence accrue, instabilité des marchés et volatilité des cours, diminution des soutiens, démantèlement des dispositifs et services d'appui,

croissance et émergence de risques de toute nature. L'ouverture commerciale et l'intensification sans précédent des échanges sont amplifiées par les phénomènes de concentration que connaissent les secteurs de l'aval des filières et de la grande distribution et qui imposent des normes et des cahiers des charges hors de portée de nombreux producteurs. L'activité agricole est et sera par ailleurs concurrencée par la croissance des multiples usages du sol : urbanisation, équipements, infrastructures, production énergétique, etc. La concurrence se double de complémentarités d'opportunité : le maintien d'un tissu rural repose souvent sur des systèmes d'activités complexes où l'agricole ne représente plus qu'une composante. Par ailleurs, l'émergence et la reconnaissance de l'importance des questions environnementales exigent de reconcevoir de manière profonde les termes de la production agricole, qu'il s'agisse, bien au-delà d'une simple écologisation de l'agriculture, de l'adaptation au changement climatique, du rôle que l'agriculture peut jouer pour en limiter les effets, de la conservation de la biodiversité, des questions de fertilité et de renouvellement des ressources.

Dans le même temps, les exigences à l'encontre de l'agriculture sont reformulées : augmentation des volumes produits bien sûr, mais aussi sécurité alimentaire, différenciation des qualités, innocuité sanitaire, gestion durable des ressources et de l'environnement, création d'emplois. En raison de la multiplicité et de la diversité des attentes, le territoire est amené à jouer un rôle croissant, en ce qu'il apparaît comme lieu de mise en cohérence et d'arbitrage entre ces demandes parfois contradictoires. Sans lui prêter une autonomie qu'il ne saurait revendiquer, il est bien plus qu'un cadre d'action passif. Il représente au contraire une forme de régulation socialement construite à l'interface de l'action collective et de l'action publique. Il émerge de fait comme un objet pertinent et activable pour reconcevoir l'action publique.

On voit bien, finalement, que, pour comprendre, raisonner, piloter l'agricole ou le rural, il faut s'en extraire. Alors qu'une partie de la société s'éloigne de la production agricole en s'urbanisant, ses exigences se renforcent. Le mode de production devient objet de débat social. Les évolutions récentes des sciences et des techniques donnent à ce débat une dimension nouvelle, en positionnant le processus d'appropriation et de transformation du

vivant au centre de nombreuses controverses économiques et éthiques.

Défis immenses qui invitent à revisiter le rôle, les fonctions et les modalités de la production agricole ! Ils soulignent, s'il le fallait, son caractère multifonctionnel<sup>3</sup> et posent de manière renouvelée les questions à résoudre, qu'elles soient liées au changement technique, à la régulation des filières et des marchés agricoles, aux relations entre mondes urbain et rural et à leurs conséquences en termes d'aménagement du territoire, aux exigences environnementales et au renouvellement des ressources, aux attentes énergétiques, à la mobilisation de la main-d'œuvre dans les différents secteurs de la société. Les relations entre agricultures et sociétés ne vont pas de soi ! D'autant que, demain, il faudra, répétons-le, produire plus et mieux !

La science et sa contribution aux transformations des sociétés s'en trouvent toutes bouleversées. Certaines connaissances et les mythes qu'elles véhiculent – celui d'une confiance sans limite en la technologie ou de la croyance indiscutée en la capacité de prédire – sont remis en question. Il s'agit alors, pour les chercheurs et professionnels du développement, de construire de nouveaux paradigmes, d'adopter de nouvelles postures, plus humbles, de dépasser les enfermements proposés par les disciplines qui les ont formés, d'innover *via* la coconstruction de dispositifs partenariaux originaux. L'exemple du terme « multifonctionnalité », certes controversé après s'être vu embarqué dans le giron des négociations commerciales internationales, est à ce titre intéressant : il exprime le besoin de nommer et résoudre des problèmes inédits et se prête à imaginer de nouveaux dispositifs d'action.

L'analyse des émeutes de la faim montre donc qu'il faut se garder de conclusions hâtives reposant principalement ou uniquement sur une « relance » immédiate de la production. Prolonger cette analyse conduit à réaffirmer l'importance du secteur agricole, un moment considéré « *has been* », pour relever les défis qui pointent. Comment nourrir la planète ? Qui le fera et quelles en seront les conséquences économiques et sociales ? Comment

<sup>3</sup> C'est d'ailleurs l'un des principaux messages du rapport de l'IAASTD (*Impact Assessment of Agricultural Science and Technology for Development*, expertise collective ONU-sienne sur l'état des connaissances mondiales dans le domaine de l'agriculture ; [www.agassessment.org](http://www.agassessment.org)).

produire pour cela, en tenant compte des fonctions multiples et des exigences assignées à l'agriculture ? La recherche agronomique est interpellée pour concevoir de nouvelles techniques, sources d'inventions et d'innovations : augmenter la productivité, résister aux aléas climatiques, aux attaques maladies, aux variations de prix, produire de manière plus respectueuse pour l'environnement, etc. Repenser et accompagner le changement technique dans ce contexte implique de fait une petite révolution intellectuelle et opératoire. L'appréhension des rationalités techniques, un temps canalisée par l'appui à l'augmentation des rendements, soulève de nouvelles questions, théori-

ques et méthodologiques telles que le dépassement de la notion d'optimum technique.

Mais il faut également insister ici sur le rôle que peut et doit jouer la recherche afin d'éclairer les mutations en cours et de contribuer ainsi à une meilleure maîtrise des transformations. Elle doit pour cela participer à l'analyse des changements et à l'identification de perspectives, sans hésiter à organiser les controverses et à pointer les raccourcis et faux-semblants. À titre d'exemple, l'élaboration d'une intelligence des évolutions est bien l'ambition que se donne l'Observatoire des agricultures du monde proposé par le Cirad. Il tient également aux chercheurs

de s'impliquer dans la construction négociée de réponses aux défis techniques, économiques, sociaux et environnementaux des acteurs du monde rural et de l'alimentation. Ce qui prime alors est d'accroître la capacité des parties prenantes à analyser les situations et l'environnement dans lesquels ils se trouvent, à apprendre, à concevoir des solutions répondant à leurs problèmes, à anticiper les évolutions à venir et à mobiliser les ressources financières, techniques et informationnelles appropriées.

À suivre de près... pour ne finalement pas continuer comme avant ! ■